

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 2898

[2007/201992]

**30 MARS 2007. — Décret portant diverses mesures en matière de recherche
dans les institutions universitaires**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Financement d'un fonds spécial de recherche dans les académies universitaires*

Article 1^{er}. Une subvention est accordée aux académies universitaires pour le financement des fonds spéciaux pour la recherche dans les institutions universitaires.

Cette subvention est établie au minimum à € 13.063.354. Ce montant est adapté aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en le multipliant par un taux d'adaptation calculé selon la formule :

Indice santé de décembre de l'année budgétaire concernée
Indice santé de décembre 2006

Art. 2. Chaque académie universitaire bénéficie de la subvention visée à l'article 1^{er} à concurrence de la part de la partie fixe de l'allocation annuelle de fonctionnement qui lui est attribuée en vertu de l'article 29, § 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Pour les années 2007 à 2015, cette répartition est effectuée comme suit :

- Académie de Louvain : 41,26 %.
- Académie Wallonie-Bruxelles : 32,46 %.
- Académie Wallonie-Europe : 26,28 %.

Art. 3. Pour bénéficier de sa part de la subvention visée à l'article 2, chaque académie constitue un fonds spécial pour la recherche auquel est affectée la part de la subvention qui lui est octroyée.

En outre, chaque université prélève sur ses propres ressources, en ce compris l'allocation de fonctionnement, un montant minimum équivalent à un certain pourcentage de la part de la subvention qui lui est octroyée par l'académie, et affecte ce montant à la recherche scientifique.

Le pourcentage visé à l'alinéa 2 est fixé à 17,5 % pour l'année budgétaire 2007. Pour les années budgétaires suivantes, il peut être modifié par le Gouvernement, sans toutefois pouvoir être inférieur à 15 pour cent, ni supérieur à 20 pour cent.

Art. 4. Les ressources financières visées à l'article 3 sont exclusivement affectées au financement de recherches exécutées dans les académies universitaires et les universités.

Chaque académie affecte ces ressources de telle manière qu'au moins 0,75 % du montant total de la subvention visée à l'article 1^{er} soit affecté aux recherches menées dans chacune des universités qui sont membres de cette académie.

De 2008 à 2011, le pourcentage visé à l'alinéa précédent est augmenté de 0,15 par an. A partir de 2012, ce pourcentage est égal à 1,5.

Art. 5. L'utilisation de la subvention prévue à l'article 1^{er} est soumise au contrôle des commissaires ou délégués du Gouvernement.

CHAPITRE II. — *Financement des actions de recherche concertées au sein des académies universitaires*

Art. 6. Une subvention est accordée aux académies universitaires pour le financement d'actions de recherche concertées au sein de ces institutions.

Cette subvention est établie au minimum à € 13.135.354. Ce montant est adapté aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en le multipliant par un taux d'adaptation calculé selon la formule :

Indice santé de décembre de l'année budgétaire concernée
Indice santé de décembre 2006

Art. 7. Chaque académie universitaire bénéficie de la subvention visée à l'article 6 à concurrence de la part de la partie fixe de l'allocation annuelle de fonctionnement qui lui est attribuée en vertu de l'article 29, § 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires. Pour les années 2007 à 2015, cette répartition est effectuée comme suit :

- Académie de Louvain : 41,26 %.
- Académie Wallonie-Bruxelles : 32,46 %.
- Académie Wallonie-Europe : 26,28 %.

Art. 8. § 1^{er}. Les actions de recherche concertées doivent concourir à atteindre un ou plusieurs des objectifs suivants :

- a) le développement, au sein des universités, de centres d'excellence en recherche fondamentale considérés comme prioritaires par l'académie;
- b) le développement de centres interuniversitaires d'excellence;
- c) le développement, au sein des universités, de centres d'excellence pratiquant de manière intégrée la recherche fondamentale et la recherche appliquée et ayant en vue la valorisation économique et sociale des résultats des recherches.

§ 2. Les centres d'excellence visés au § 1^{er} sont ceux qui se distinguent notamment par les caractères suivants :

- a) le nombre de publications de la ou des unités de recherche;
- b) la notoriété des revues scientifiques qui accueillent ces publications;
- c) les citations dans l'International Citation Index;
- d) les distinctions scientifiques décernées aux chercheurs;
- e) les communications originales à des congrès, colloques et symposiums, principalement celles présentées à la demande des organisateurs de la réunion;
- f) la participation à des programmes de recherche internationaux;
- g) le nombre et la fréquence de séjours de spécialistes et de chercheurs étrangers dans la ou les unités de recherche;
- h) la dimension de la ou des unités de recherche et les moyens dont elles disposent (importance de l'infrastructure, moyens de fonctionnement propres par rapport au niveau du subsidé demandé).

Les centres interuniversitaires d'excellence sont des centres d'excellence qui relèvent de deux ou plusieurs des institutions universitaires qui instaurent un comité scientifique interuniversitaire pour la conduite et la gestion de l'action de recherche concertée.

Les centres d'excellence visés au § 1^{er}, c), se distinguent en outre par les caractères suivants :

- a) l'importance des moyens que la ou les unités de recherche consacrent à la recherche sous contrat et au développement de produits nouveaux ou de technologies nouvelles;
- b) le nombre de demandes de brevets introduites et le nombre de brevets obtenus;
- c) la notoriété du savoir-faire scientifique et technologique;
- d) les développements qui ont donné lieu à exploitation industrielle ou commerciale;
- e) les revenus acquis dans le cadre de contrats de licence, par la valorisation économique directe ou par la cession de savoir-faire scientifique et technologique.

Art. 9. Les actions de recherche concertées sont financées pour une durée maximale de cinq fois douze mois.

La subvention est destinée à couvrir des dépenses de personnel, d'équipement et de fonctionnement nécessaires à l'exécution du programme des recherches.

La part du financement consacrée aux dépenses de personnel durant la totalité de l'action de recherche ne sera pas inférieure à la moitié du montant total de la subvention de cette action de recherche concertée.

Art. 10. Le conseil de la recherche institué par l'arrêté royal du 14 juin 1978 portant création d'un conseil de recherche dans les institutions universitaires assiste le conseil d'administration des universités dans la préparation des demandes de subsidés au titre des actions de recherche concertées, dans la justification de ces demandes et dans l'administration des actions de recherche concertées pour lesquelles un subsidé est accordé.

Art. 11. § 1^{er}. Chaque université introduit auprès du conseil de l'académie dont elle est membre une liste des actions de recherche concertées dont elle sollicite le subventionnement. La liste est accompagnée des dossiers de demande y afférents. Ces documents sont visés par le commissaire ou le délégué du Gouvernement auprès de cette université.

Le visa est donné dans les quinze jours francs. Passé ce délai il est considéré comme acquis. Le refus de visa doit être motivé.

Deux ou plusieurs universités peuvent réaliser en commun une action de recherche concertée. Elles introduisent leur demande conformément aux dispositions du présent article, chacune pour ce qui la concerne, et précisent, en outre, les modalités de leur collaboration.

§ 2. A l'appui de sa demande, l'université joint :

- a) Une note du conseil de la recherche ayant pour objet :
 - Une évaluation des projets fondée sur l'avis d'experts étrangers à l'institution;
 - La situation des actions de recherche concertées par rapport aux priorités retenues par l'académie en matière de recherche, dans le cadre de son potentiel scientifique et des ressources dont elle dispose pour ses activités de recherche;
 - La description de la ou des unités de recherche auxquelles l'université a l'intention de confier leur réalisation;
- b) Tout document justifiant que les conditions prévues à l'article 8 se trouvent réunies;
- c) La justification détaillée du montant de la subvention demandé.

§ 3. Après examen de la demande, en concertation avec l'université, le conseil d'académie fait connaître ses intentions par écrit au président du conseil d'administration de l'université qui a introduit la demande. Il prend une décision après avoir recueilli l'avis écrit de cette autorité.

Art. 12. L'utilisation de la subvention fait l'objet d'une convention conclue entre l'institution bénéficiaire et l'académie.

En cas d'action concertée réalisée en commun par plusieurs universités, une seule convention liant la ou les académies concernées et les universités participantes à l'action pourra être conclue.

Art. 13. L'affectation de la subvention visée à l'article 6 par l'académie est soumise au contrôle du commissaire ou du délégué du Gouvernement en charge du contrôle de cette académie.

L'affectation par l'université de la subvention octroyée par l'académie est soumise au contrôle du commissaire ou délégué du Gouvernement auprès de cette université.

CHAPITRE III. — *Financement de la formation des chercheurs dans l'industrie et l'agriculture*

Art. 14. A l'article 17 du décret du 20 juillet 2000 portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, sont apportées les modifications suivantes :

a) A l'alinéa unique, devenant l'alinéa 1^{er}, les mots « dans les limites des crédits inscrits au budget de la communauté française et » sont supprimés;

b) L'article est complété par les alinéas suivants :

« Cette subvention est établie au minimum à € 8.326.000. Ce montant est adapté aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en le multipliant par un taux d'adaptation calculé selon la formule :

$$\frac{\text{Indice santé de décembre de l'année budgétaire concernée}}{\text{Indice santé de décembre 2006}}$$

Pour les années 2007, 2008 et 2009, le montant visé à l'alinéa 2 est, après indexation, augmenté respectivement de € 1.000.000, 1.500.000 et 2.000.000 ».

Art. 15. L'article 20 du même décret est abrogé.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 16. 95 % des subventions prévues aux articles 1^{er}, 6, et 14 sont liquidées avant le 31 mars de l'année budgétaire concernée. Le solde est liquidé dans le courant du dernier trimestre de la même année budgétaire.

Dans le cas où l'indice réel du mois de décembre de l'année en cours serait différent de celui retenu pour l'élaboration du budget général des dépenses, éventuellement ajusté, une correction en plus ou en moins, selon le cas, est ajoutée ou déduite de la subvention due pour l'année suivante.

Art. 17. Les subventions visées aux articles 1^{er} et 6 font l'objet d'un rapport annuel établi par le conseil d'académie et transmis au Fonds national de la Recherche scientifique.

Art. 18. Sont abrogés :

1° L'arrêté royal du 22 avril 1985 portant financement d'un fonds spécial pour la recherche dans les institutions universitaires, modifié par l'arrêté royal du 6 janvier 1988 et par l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 16 décembre 2005;

2° L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 avril 2000 relatif au financement des actions de recherche concertées entre la Communauté française et les institutions universitaires habilitées à décerner des diplômes de deuxième et de troisième cycle.

Les dispositions de l'arrêté visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, restent d'application pour les conventions en cours. Les subventions octroyées aux institutions universitaires dans le cadre de ces conventions sont comprises dans la part de subventionnement attribué en vertu de l'article 7 à l'académie dont ses institutions sont membres.

Art. 19. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 mars 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente

et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

—
Note

Session 2006-2007.

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 363-1. — Amendements de commission, n° 363-2. — Rapport, n° 363-3. *Compte-rendu intégral*. — Discussion et adoption. Séance du mardi 27 mars 2007.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 2898

[2007/201992]

30 MAART 2007. — Decreet houdende diverse maatregelen inzake onderzoek in de universitaire instellingen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Financiering van een bijzonder onderzoeksfonds in de universitaire academiën

Artikel 1. Er wordt een subsidie toegekend aan de universitaire academiën voor de financiering van de bijzondere onderzoeksfonds in de universitaire instellingen.

Deze subsidie wordt vastgesteld op minimum € 13.063.354. Dit bedrag wordt aangepast aan de schommelingen van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen door het te vermenigvuldigen met een aanpassingsratio berekend als volgt :

$$\frac{\text{gezondheidsindexcijfer van de maand december voor het betrokken begrotingsjaar}}{\text{gezondheidsindexcijfer voor december 2006}}$$

Art. 2. Iedere universitaire academie geniet de subsidie bedoeld bij artikel 1 ten belope van het deel van het vaste gedeelte van de jaarlijkse werkingstoelage haar toegekend krachtens artikel 29, § 1, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

Voor de jaren 2007 tot 2015, geschiedt deze verdeling als volgt :

- Académie Louvain : 41,26 %.
- Académie Wallonie-Bruxelles : 32,46 %.
- Académie Wallonie-Europe : 26,28 %.

Art. 3. Om haar deel van de subsidie bedoeld bij artikel 2 te genieten, stelt iedere academie een bijzonder onderzoeksfonds samen waarvoor het deel uit de toelage dat haar toebedeeld wordt, bestemd is.

Bovendien, trekt iedere universiteit op haar eigen middelen, met inbegrip van de werkingstoelage, een minimaal bedrag uit dat gelijk is aan een gegeven percentage van het deel van de subsidie dat haar door de academie toegewezen wordt, en bestemd dit bedrag voor het wetenschappelijk onderzoek.

Het bij het tweede lid bedoeld percentage wordt bepaald op 17,5 % voor het begrotingsjaar 2007. Voor de daaropvolgende begrotingsjaren, kan het gewijzigd worden door de Regering, zonder lager te liggen dan 15 %, noch hoger dan 20 %.

Art. 4. De geldmiddelen bedoeld bij artikel 3 worden exclusief bestemd voor de financiering van onderzoek verricht in de universitaire academiën en universiteiten.

Iedere academie bestemd deze middelen zodat minstens 0,75 % van het totale bedrag van de subsidie bedoeld bij artikel 1 bestemd zou worden voor het onderzoek in iedere universiteit die lid is van deze academie.

Vanaf 2008 tot 2011, wordt het bij vorig lid bedoeld percentage vermeerderd met 0,15 per jaar. Vanaf 2012, wordt dit percentage gelijk aan 1,5.

Art. 5. Het aanwenden van de subsidie bedoeld bij artikel 1 wordt onder het toezicht geplaatst van de commissarissen of afgevaardigden van de Regering.

HOOFDSTUK II. — Financiering van overlegde onderzoeksacties binnen de universitaire academiën

Art. 6. Er wordt een subsidie toegekend aan de universitaire academiën voor de financiering van overlegde onderzoeksacties binnen deze instellingen.

Deze subsidie wordt vastgesteld op minimum € 13.135.354. Dit bedrag wordt aangepast aan de schommelingen van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen door het te vermenigvuldigen met een aanpassingsratio berekend als volgt :

$$\frac{\text{gezondheidsindexcijfer van de maand december voor het betrokken begrotingsjaar}}{\text{gezondheidsindexcijfer voor december 2006}}$$

Art. 7. Iedere universitaire academie geniet de subsidie bedoeld bij artikel 6 ten belope van het deel van het vaste gedeelte van de jaarlijkse werkingstoelage haar toegekend krachtens artikel 29, § 1, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

Voor de jaren 2007 tot 2015, geschiedt deze verdeling als volgt :

- Académie Louvain : 41,26 %.
- Académie Wallonie-Bruxelles : 32,46 %.
- Académie Wallonie-Europe : 26,28 %.

Art. 8. § 1. De overlegde onderzoeksacties moeten bestemd worden op het bereiken van één of meer van de volgende doeleinden :

- a) de ontwikkeling, binnen de universiteiten, van excellentiecentra inzake fundamenteel onderzoek beschouwd als prioritair door de academie;
- b) de ontwikkeling van interuniversitaire excellentiecentra;
- c) de ontwikkeling, binnen de universiteiten, van excellentiecentra die op geïntegreerde wijze fundamenteel en toegepast onderzoek verrichten en die tot doel hebben de economische en maatschappelijke valorisatie van de uitslag van het onderzoek.

§ 2. De bij § 1 bedoelde excellentiecentra zijn deze die namelijk gekenmerkt worden door :

- a) het aantal publicaties van de onderzoekseenheid(heden);
- b) de bekendheid van de wetenschappelijke tijdschriften die deze publicaties opnemen;
- c) de vermeldingen in de International Citation Index;
- d) de wetenschappelijke onderscheidingen toegekend aan de onderzoekers;
- e) de originele communicaties in congressen, colloquia en symposia, hoofdzakelijk deze voorgelegd op aanvraag van de inrichters van de samenkomst;
- f) de deelneming aan internationale onderzoeksprogramma's;
- g) het aantal en de frequentie van verblijfperiodes van buitenlandse specialisten en onderzoekers in de onderzoekseenheid(heden);
- h) de omvang van de onderzoekseenheid(heden) en van de middelen waarover ze beschikt(-ken) (omvang van de infrastructuur, eigen werkingsmiddelen in vergelijking met het niveau van de aangevraagde subsidie).

De interuniversitaire excellentiecentra zijn excellentiecentra die onder twee of meer universitaire instellingen ressorteren die een interuniversitair wetenschappelijk comité instellen voor het leiden en het beheren van de overlegde onderzoeksactie.

De bij § 1, c), bedoelde excellentiecentra worden bovendien gekenmerkt door :

- a) de omvang van de middelen die door de onderzoekseenheid(heden) besteed worden aan het onderzoek met overeenkomst en aan het ontwikkelen van nieuwe producten of nieuwe technologieën;
- b) het aantal ingediende brevetaanvragen en het aantal toegekende brevetten;
- c) de bekendheid van de wetenschappelijke en technologische know-how;
- d) de ontwikkelingen die tot industriële of commerciële exploitatie hebben geleid;
- e) de inkomsten verworven in het kader van licentieovereenkomsten, door een directe economische valorisatie of door het afstaan van wetenschappelijke en technologische know-how.

Art. 9. De overlegde onderzoeksacties worden gefinancierd voor een maximale periode van vijf maal twaalf maanden.

De subsidie is bestemd voor het dekken van de personeel-, uitrustings- en werkingsuitgaven die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het onderzoeksprogramma.

Het deel van de financiering bestemd voor de personeelsuitgaven gedurende de hele periode van de onderzoeksactie zal niet lager liggen dan de helft van het totale bedrag van de subsidie van deze overlegde onderzoeksactie.

Art. 10. De onderzoeksraad ingesteld door het koninklijk besluit van 14 juni 1978 houdende instelling van een onderzoeksraad aan de universitaire instellingen staat de universitaire raden van bestuur bij bij de voorbereiding van subsidieaanvragen in verband met overlegde onderzoeksacties, voor de motivering van deze aanvragen en voor het beheer van deze overlegde onderzoeksacties waarvoor een subsidie wordt toegekend.

Art. 11. § 1. Iedere universiteit dient bij de academieraad waarvan zij lid is een lijst in van de overlegde onderzoeksacties waarvoor zij een subsidie aanvraagt. De lijst gaat vergezeld van desbetreffende aanvraagdossiers. Deze documenten worden met het visum bekleed van de commissaris of de afgevaardigde van de Regering bij deze universiteit.

Dit visum wordt binnen de vijftien volle dagen gegeven. Na deze termijn wordt het als gegeven beschouwd. De weigering van het visum dient gemotiveerd te worden.

Twee of meer universiteiten kunnen gezamenlijk een overlegde onderzoeksactie verwezenlijken. Ze dienen hun aanvraag in overeenkomstig de bepalingen bij dit artikel, ieder wat haar betreft, en vermelden, bovendien, de nadere regels voor hun samenwerking.

§ 2. Ter staving van haar aanvraag, voegt de universiteit :

- a) een nota van de onderzoeksraad met als doel :
 - een evaluatie van de projecten op basis van het advies van deskundigen buiten de instelling;
 - de toestand van de overlegde onderzoeksacties vergeleken met de prioriteiten gekozen door de academie inzake onderzoek, in het kader van haar wetenschappelijk vermogen en van de middelen waarover ze beschikt voor haar onderzoeksactiviteiten;
 - de beschrijving van de onderzoekseenheid(-heden) aan dewelke ze de bedoeling heeft de verwezenlijking ervan toe te vertrouwen;
- b) elk document om te bewijzen dat al de voorwaarden bedoeld bij artikel 8 in acht worden genomen;
- c) de gedetailleerde verantwoording van het bedrag van de aangevraagde subsidie.

§ 3. Na onderzoek van de aanvraag, in overleg met de universiteit, maakt de academieraad schriftelijk zijn bedoelingen bekend aan de voorzitter van de raad van bestuur van de universiteit die de aanvraag heeft ingediend. Hij neemt zijn beslissing na het schriftelijk advies van deze overheid te hebben gekregen.

Art. 12. De besteding van de subsidie maakt deel uit van een overeenkomst gesloten tussen de begunstigde instelling en de academie.

Wanneer het om een overlegde actie gaat, verwezenlijkt door meerdere universiteiten, één enkele overeenkomst zal gesloten worden tussen de betrokken academie(s) en de universiteiten die deelnemen aan de actie.

Art. 13. De bestemming van de subsidie bedoeld bij artikel 6 door de academie wordt onderworpen aan het toezicht van de commissaris of de afgevaardigde van de Regering die het toezicht heeft op deze academie.

De bestemming door de universiteit van de subsidie toegekend door de academie wordt onderworpen aan het toezicht van de commissaris of de afgevaardigde van de Regering bij deze universiteit.

HOOFDSTUK III. — *Financiering van de opleiding van onderzoekers inzake industrie en landbouw*

Art. 14. In artikel 17 van het decreet van 20 juli 2000 houdende dringende maatregelen inzake het hoger onderwijs en het wetenschappelijk, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het enig lid, dat het eerste lid wordt, worden de woorden "binnen de perken van de kredieten ingeschreven op de begroting van de Franse Gemeenschap en "afgeschaft;

b) het artikel wordt aangevuld met de volgende leden :

"Deze subsidie wordt vastgesteld op maximum 8.326.000 euro. Dit bedrag wordt aangepast aan de schommelingen van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen door het te vermenigvuldigen met een aanpassingsratio berekend als volgt :

$$\frac{\text{gezondheidsindexcijfer van de maand december voor het betrokken begrotingsjaar}}{\text{gezondheidsindexcijfer voor december 2006}}$$

Voor de jaren 2007, 2008 en 2009, wordt het bij het tweede lid bedoelde bedrag, na indexering, vermeerderd met respectief € 1.000.000, 1.500.000 en 2.000.000.

Art. 15. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 16. 95 % van de subsidies bedoeld in de artikelen 1, 6 en 14 worden uitbetaald vóór 31 maart van het betrokken begrotingsjaar. Het saldo wordt uitbetaald gedurende het laatste kwartaal van hetzelfde begrotingsjaar.

Ingeval het werkelijk indexcijfer van de maand december van het lopend jaar verschillend zou zijn van dat in acht genomen voor de opstelling van de algemene uitgavenbegroting, mogelijk aangepast, wordt een plus of minus correctie, naargelang het geval, toegevoegd of afgetrokken van de subsidie verschuldigd voor het volgende jaar.

Art. 17. De bij de artikelen 1 en 6 bedoelde subsidies maken het voorwerp uit van een jaarlijks verslag opgesteld door de academieraad en overgezonden aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek.

Art. 18. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 22 april 1985 houdende financiering van een speciaal fonds voor het onderzoek in de universitaire instellingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 januari 1988 en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 december 2005;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 april 2000 betreffende de financiering van de overlegde onderzoeksacties tussen de Franse Gemeenschap en de universitaire instellingen die gemachtigd zijn om diploma's van de tweede en derde cyclus uit te reiken.

De bepalingen van het besluit bedoeld bij het eerste lid, 2°, blijven van toepassing op de lopende overeenkomsten. De subsidies toegekend aan de universitaire instellingen in het kader van deze overeenkomsten worden inbegrepen in het deel van de subsidie toegekend krachtens artikel 7 aan de academie waarvan deze instellingen lid zijn.

Art. 19. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 maart 2007.

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente,
Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota

Zitting 2006-2007.

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 363-1 - Commissieamendementen, nr. 363-2. — Verslag, nr. 363-3. Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 27 maart 2007.